

Nouvelles locales du lundi 25 janvier 2016

@rib News, 25/01/2016 - Des tirs ont été entendus tôt ce lundi matin dans plusieurs localités de la commune de Mugamba en province de Bururi. Des sources concordantes parlent de combats qui auraient duré plus d'une heure depuis 5h30 du matin. Un témoin raconte qu'il a croisé des militaires qui avaient sur eux des tentes qu'ils disaient avoir récupérées des mains d'hommes armés à Nyagasasa. Une autre source affirme avoir aperçu un corps sans vie dans un boisement de la localité de Nyagasasa communément appelé "Igitara ca mukike".

Dans la commune de Mukike dans la localité de Mayuyu, un habitant confirme avoir vu les forces de l'ordre dans un buisson des vivres qui appartiendraient à des hommes armés. Alors que le calme est maintenant revenu, des militaires et policiers patrouillent dans les localités concernées. - L'administrateur de la commune de Mugamba, Anicet Niyonzima indique que deux personnes parmi ceux qui ont attaqué les tués sur la colline de Kivumu quand les forces de l'ordre ont attaqué une position où ils campaient. Il affirme que c'est la population qui a donné des informations aux forces de l'ordre tout en la remerciant. Cet administratif a ajouté que des ustensiles de cuisine et un fusil ont été saisis au cours de l'opération. - Des policiers ont fouillé ce dimanche après-midi une maison non habitée se trouvant sur l'une des avenues du quartier de Jabe dans la commune Bwiza en mairie de Bujumbura. Ils en sont sortis en exhibant un fusil sans chargeur. Les affaires qui se trouvaient dans l'habitation ont ensuite brûlé devant des habitants terrorisés. - Des pluies qui tombent presque sans arrêt depuis quelques jours dans la province de Gitega ont détruit 128 maisons dans les communes de Makebuko et Itaba. Des cultures de plus de 40 hectares sont irrécupérables. La Centrale hydroélectrique de Gitega a été affectée par des pluies massives à la grande. L'information provinciale qui confirme l'information craint une disette dans les prochains mois. La population vit dans une extrême pauvreté et beaucoup de familles avouent qu'elles prennent difficilement un repas par jour. Les prix sur les marchés ont sensiblement monté. - Une personne a été foudroyée et morte sur ce coup sur la colline Muzima de la commune Bururi province Bururi alors qu'une autre a grièvement blessée. Pour le moment, elle reçoit des soins de santé à Bujumbura. Cela est intervenu après que des pluies massives de la grande se sont abattues sur la localité causant d'autres destructions.

En outre, deux salles de classes en commune Rutovu, des maisons dont le nombre non encore connu et des champs de culture ont été détruits. Dans la commune Songa de la même province, trois maisons ont été détruites et la route Songa-Buyengero reste impraticable. Les autorités administratives indiquent qu'ils attendent des rapports pour dresser un bilan de dégâts causés par ces pluies. - Droit de l'homme - La police a arrêté ce dimanche après-midi un vieil homme de plus de 70 ans et un jeune du nom de Jimmy dans le quartier Musaga. Tous deux étaient en train de se divertir dans un bar de la 2e avenue du quartier. Le vieux est toujours en activité. Il travaille comme mécanicien pour l'armée burundaise. La destination de ces deux personnes n'est pas connue jusqu'à ce lundi. - Politique - Le dialogue interne pourrait décider la fin de l'Accord d'Arusha selon une certaine source. Dans un entretien avec le président de la Commission de Dialogue National inter-Burundais accordé après les premières sessions de dialogue, Monseigneur Justin Nzosaba a relevé que les participants ont essentiellement fait remarquer que l'Accord d'Arusha est obsolète et qu'il a été évalué. Lors de ces sessions, les questions qui revenaient souvent portaient sur l'amendement de la constitution et la lutte contre l'impunité des crimes commis.

Dans ce dialogue inter-burundais qui a débuté ce mardi 19 janvier 2016, les participants ont admis, selon le Président de la CNDI, de la suppression, dans la Constitution, de la limitation des mandats. Quant à la question du dialogue extérieur, monseigneur Justin Nzosaba dit que les participants ont rejeté cette option et suggéraient que le dialogue soit organisé sur le territoire national. Monseigneur Justin Nzosaba dit ne pas être opposé à l'idée d'un dialogue externe pourvu que la solution à la crise burundaise soit trouvée. Le président de la CNDI précise que cette commission sera toujours proche du médiateur pour convaincre tout le monde à participer dans ce dialogue interne. D'autres descentes seront organisées dans les provinces de l'Ouest du pays à savoir Cibitoke, Bubanza ainsi que Bujumbura pour permettre aux habitants de ces provinces d'exprimer sur ces questions. - Sociétés - Une opération de dénombrement et d'enregistrement des travailleurs se fait dans la ville de Bujumbura depuis bientôt 3 semaines. Cette activité est initiée par des associations de travailleurs de maison réunies au sein d'un collectif des domestiques. Des chansons et messages appelant tous les domestiques de la capitale à répondre massivement à cet enregistrement sont lancés dans les différents quartiers via des voitures munies de haut-parleurs. Ce dénombrement suscite des interrogations que ce soit du côté des patrons que des domestiques. Un domestique estime non nécessaire la distribution d'autres cartes alors qu'ils ont déjà la carte nationale d'identité. Il affirme qu'il ira s'inscrire et c'est tout. Un autre travailleur de maison dit craindre une mésentente entre eux et leurs patrons que ces derniers ne sont pas associés et ne sont même pas mis au courant de l'objectif de cette initiative. Il trouve aussi exorbitante la somme de 7200 Fbu pour se faire inscrire et ne comprennent l'utilité de cette somme. Chez les patrons les questionnements sont aussi multiples, notamment sur l'objectif de cette opération en ce moment où la situation sécuritaire est incertaine et trouvent que ce genre d'opération ne peut que provoquer craintes et inquiétudes. Ils affirment ne pas connaître exactement qui en sont les initiateurs et leurs intentions et pensent qu'il y a un agenda caché. Ils ajoutent qu'ils ont tenté à plusieurs reprises d'avoir des éclaircissements de la part des responsables du collectif coordonnant ce dénombrement mais ces derniers ont toujours dit d'attendre la conférence de presse qu'ils organisent à ce sujet.